

Vous êtes-vous déjà demandé pourquoi, comme l'a récemment mentionné un auteur, ceux qui se portent à la défense du nationalisme sont toujours des «prophètes bourgeois» dont les plans utopiques multiplient inévitablement les souffrances de la masse plutôt que celles des classes dirigeantes?

Nous savons que le pouvoir nationaliste — le pouvoir chauviniste — grossit et déforme les besoins d'une majorité au détriment des minorités. Au Québec, en 1955, la commission Tremblay a fait valoir que la province devait être autorisée à percevoir plus d'impôts et avoir plus de pouvoirs étant donné que, sur chaque dollar de rentrées fiscales, moins de 30 cents étaient dépensés par la province. La commission Tremblay a alors conclu que 50 cents sur chaque dollar de rentrées fiscales seraient équitables et démocratiques. À l'heure actuelle, en ces années 90, plus de 70 cents sur chaque dollar de rentrées fiscales sont dépensés par le gouvernement provincial et cela ne suffit pas encore. Hélas, les nationalistes du monde entier sont toujours insatiables.

Honorables sénateurs, dans les mois et les semaines à venir, une partie de notre travail ne sera-t-il pas de contenir et de réduire l'appétit vorace des nationalistes et de proposer à la population des solutions de rechange humaines, universelles et libérales au nationalisme pur et dur? L'excuse du nationalisme étouffe toujours le débat sur les nouveaux emplois, sur une plus grande équité et sur l'égalité. C'est là le paradoxe du nationalisme.

Je voudrais maintenant passer plus précisément au discours du Trône et à une légère critique exprimée par le chef de l'opposition au Sénat, qui reproche au gouvernement d'avoir négligé d'aborder le thème de la politique étrangère dans le discours du Trône. Ce commentaire n'est tout simplement pas juste.

Le gouvernement a promis que le Parlement allait entreprendre un examen de la politique étrangère sous tous ses aspects. Qui donc au Sénat pourrait prétendre qu'un tel examen ne se fait pas attendre depuis longtemps? De quelque côté que nous tournions nos regards, honorables sénateurs, chez nous comme ailleurs dans le monde, nous voyons notre politique étrangère en miettes. Les hypothèses et les bases sur lesquelles nous avons bâti notre politique étrangère changent très rapidement.

Nous savons au Canada que les institutions perdent de leur crédibilité parce qu'elles n'étaient tout simplement pas préparées à affronter les problèmes économiques des années 90. Nous constatons également que les institutions internationales étaient conçues pour une autre époque. L'ONU, l'OTAN, nos relations avec le Commonwealth, nos relations avec l'ANASE en pleine émergence, nos relations avec les pays en voie de développement, tous ces nobles regroupements sont fondés sur des bases politiques qui bougent sous nos pieds. Les tremblements du nouvel ordre mondial — un nouvel ordre imprévisible — ébranlent les piliers des organisations internationales.

On lit dans la *New York Times* d'aujourd'hui un article accablant de Sadruddin Agha Khan, l'ex-commissaire aux réfugiés des Nations Unies, qui déplore les tentatives du secrétaire général du Secrétariat des Nations Unies d'enlever ses pouvoirs à la Commission internationale des crimes de guerre mise sur pied par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Il nous dit que la Commission des crimes de guerre a reçu l'ordre de conclure ses enquêtes en Yougoslavie d'ici le mois

d'avril. L'Agha Khan affirme qu'on tente de neutraliser le tribunal international. Qui pis est, il soutient que les dirigeants qui ont ouvert la voie aux atrocités en Yougoslavie et ailleurs sont sur le point d'être blanchis. Oui, honorables sénateurs, nos politiques étrangères doivent être réexaminées.

Quel genre de nouvel ordre mondial peut-il s'appeler ainsi?

**Son Honneur le Président:** À l'ordre. Je m'excuse auprès du sénateur, mais on m'informe que son temps de parole est écoulé. Cependant, avec la permission du Sénat, il peut être prolongé. Êtes-vous d'accord, honorables sénateurs?

**Des voix:** D'accord.

**Le sénateur Grafstein:** Comment le nouvel ordre mondial peut-il s'appeler ainsi quand on sait que les États les plus puissants se désengagent et se retirent comme les isolationnistes d'antan? Qu'arrive-t-il quand les États les plus riches refusent de déployer leurs ressources à l'étranger sous prétexte qu'ils doivent répondre à d'autres besoins chez eux? La guerre froide a beau être terminée, mais la condition humaine continue d'être empoisonnée par le cancer du nationalisme, qui prolifère sans cesse.

Les Canadiens comprennent mal que nos troupes soient envoyées en Somalie et en Yougoslavie sans avoir une mission ou un mandat clair fondé sur un véritable consensus international. Les Canadiens s'inquiètent lorsqu'ils décèlent qu'il n'y a pas de structure de commande solide ou de direction politique ferme au sein des Nations Unies, plus particulièrement lorsque des troupes canadiennes sont déployées dans des zones dangereuses à l'étranger.

Les Canadiens estiment qu'il y a un affaiblissement du leadership, même au sein de l'atmosphère des plus sympathiques de l'OTAN. Cela n'a rien de nouveau pour les sénateurs. Ces préoccupations figurent dans le rapport sénatorial sur le maintien de la paix paru l'an dernier. Il est évident que l'OTAN, la pierre angulaire de notre politique européenne, a besoin de redéfinir son mandat puisque sa crédibilité relative à sa capacité de contrer efficacement tout acte d'agression ouverte au nom du nationalisme a été neutralisée par la confusion et l'inaction. Où est M. Pearson quand on a besoin de lui?

Nous devons examiner notre politique étrangère. Nous devons nous interroger sur les valeurs et les ressources que les Canadiens sont disposés à faire valoir sur la scène internationale. Nous devons voir comment les Canadiens peuvent rendre le monde plus humain. Les Canadiens se félicitent de leur intervention dans de bonnes causes à l'étranger. Ils sont fiers de leur rôle sur la scène internationale. Il faut maintenant que ces nobles sentiments s'expriment dans des politiques claires.

Salman Rushdie a parlé de «belle image» à propos d'un roman de Saul Bellow intitulé *The Dean's December*. Le doyen, personnage central du roman, entend un chien aboyer follement au loin. Il imagine que cet aboiement est une protestation du chien contre les limites de son expérience. Et le doyen se dit: «Au nom du ciel, agrandis un peu l'univers.» Ce ne serait pas une mauvaise idée maîtresse pour notre politique étrangère d'agrandir un peu l'univers.

Honorables sénateurs, je conclurai en revenant sur la scène canadienne. Je me félicite de la proposition du gouvernement qui veut remettre sur pied la Commission nationale de réforme du droit. Je n'ai pas été étranger à la création de la première